

Réfection de toiture – Boulevard Joseph Lair
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par la SARL CALBI, dont le siège social se situe 27 route Nationale, 17330 Villeneuve-la-Comtesse, en date du 13 janvier 2025,

Considérant qu'il est nécessaire de régler la circulation ainsi que le stationnement Boulevard Joseph Lair afin de permettre le bon déroulement d'une réfection de toiture au droit du n° 31 de ladite voie,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La SARL CALBI est autorisée à stationner sa grue au droit du n° 31 du boulevard Joseph Lair, du **lundi 27 janvier 2025 à 8h00 au vendredi 28 février 2025 à 18h00**.

Article 2 : Selon les besoins du chantier, la circulation boulevard Joseph Lair pourra s'effectuer par alternance, au moyen de panneaux de type B15 / C18 ou de feux tricolores, du **lundi 27 janvier 2025 au vendredi 28 février 2025, de 8h00 à 18h00**.

Article 3 : La SARL CALBI est autorisée à stationner ses 3 véhicules immatriculés GT – 521 – SX, GS – 901 – YX, DX – 600 – AV au droit des n° 27 et 29 du boulevard Joseph Lair ainsi que des n° 17 et 19 de la rue Lachevalle, du **lundi 27 janvier 2025 au vendredi 28 février 2025, de 8h00 à 18h00**, selon les besoins du chantier.

Article 4 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le responsable de Service de la Police Municipale.

Article 5 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

Article 6 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 7 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le responsable de Service de la Police Municipale, la SARL CALBI sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

